

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 5, partie II de la Constitution:

**Déposée par** M. Olivier DUHAMEL  
M. Caspar EINEM  
M. Ben FAYOT  
Mme Linda McAVAN  
M. Luis MARINHO  
Mme Anne VAN LANCKER

**Qualité:** - Membres

Mme Pervenche BERÈS  
Mme Maria BERGER  
M. Carlos CARNERO  
Mme Elena PACIOTTI  
Mme Helle THORNING-SCHMIDT

**Qualité:** - Suppléants

---

### **ARTICLE 5 - [Coopération opérationnelle]**

Afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure, un comité permanent peut être institué au sein du Conseil. Sans préjudice de l'article [ 207 TCE], il assure la coordination de l'action des autorités compétentes des États membres, y compris des autorités de police, de douane et de la protection civile. Les représentants **de la Commission et des organismes et des agences qui opèrent dans l'espace de sécurité européen comme Europol et Eurojust (7 mots supprimés)** peuvent être associés aux travaux du comité. **Le Parquet européen peut être consulté.** Le Parlement européen est tenu **régulièrement** informé des travaux.

---

### **Explication éventuelle:**

*Une modification de la Constitution ne doit pas être nécessaire pour pouvoir éventuellement associer d'autres organismes de coopération. Le Parquet Européen est un organe de justice, il n'a pas de tâches administratives: il n'est pas approprié de l'associer à un comité qui n'a pas les mêmes caractéristiques.*

*L'information du Parlement est utile pourvu qu'elle ait lieu régulièrement.*

*N.B.: L'article pourrait utilement être colloqué dans le chapitre IV sur la coopération policière et devenir ainsi l'art. 24.*